

Distr.
GENERALE

S/25600
14 avril 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL ETABLI A LA SUITE DE LA DECLARATION
DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE CONCERNANT LA SITUATION
RELATIVE AU HAUT-KARABAKH

INTRODUCTION

1. Dans la déclaration faite le 6 avril 1993 par le Président du Conseil de sécurité en ce qui concerne la situation relative au Haut-Karabakh, le Conseil m'a prié, en consultation avec la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), d'établir les faits, en tant que de besoin, et de lui présenter d'urgence un rapport contenant une évaluation de la situation sur le terrain (voir S/25539). Le présent rapport donne suite à cette demande formulée par le Conseil de sécurité. Il a été établi après consultation des représentants du Président en exercice de la CSCE, sur la base des informations que m'ont fournies les représentants des Nations Unies en Azerbaïdjan et en Arménie.

2. Dans une lettre personnelle datée du 31 mars 1993, le Président de la République azerbaïdjanaise, S. E. M. Abulfaz Elchibey, a appelé mon attention sur les combats qui avaient éclaté dans le district azerbaïdjanais de Kelbadjar. Dans une lettre du 30 mars 1993, le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies avait déjà signalé au Président du Conseil de sécurité la situation grave qui régnait dans ce district (voir S/25491). Dans ces communications ainsi que dans celles qui ont suivi, le Gouvernement azerbaïdjanais a fait connaître sa position, à savoir que Kelbadjar était attaqué par des forces provenant de la République d'Arménie et de l'enclave du Haut-Karabakh. De son côté, le Gouvernement arménien maintient que les forces militaires de la République d'Arménie n'ont en rien participé aux hostilités dans le district de Kelbadjar. Dans une lettre datée du 1er avril 1993, le Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Conseil de sécurité des vues de son gouvernement quant aux motifs des combats qui se déroulaient dans le district de Kelbadjar (voir S/25510).

3. Dès que l'on a appris le déclenchement de nouvelles hostilités dans la région du Haut-Karabakh, les chefs des bureaux intérimaires des Nations Unies en Azerbaïdjan et en Arménie ont été chargés d'urgence de faire tout leur possible pour établir les faits sur le terrain. A cette fin, les représentants des Nations Unies ont entrepris, avec l'aide des gouvernements hôtes respectifs, des missions dans les zones de conflit. Le représentant des Nations Unies en

Azerbaïdjan s'est ainsi rendu sur les lieux le 6 et les 9 et 10 avril 1993. Lors de sa deuxième visite, il a été accompagné d'une mission préparatoire de la CSCE, qui est arrivée à Bakou le 7 avril 1993 dans le cadre des débats de la CSCE concernant le déploiement éventuel d'un premier groupe d'observateurs dans la région. Le représentant par intérim des Nations Unies en Arménie a accompli sa mission les 9 et 10 et le 12 avril 1993.

SITUATION SUR LE TERRAIN EN AZERBAIDJAN

4. Lors de sa première mission, le 6 avril, le représentant des Nations Unies en Azerbaïdjan s'est rendu dans le district de Giandja, au nord-est de Kelbadjar, et dans celui de Fizouli, au sud-ouest de l'enclave du Haut-Karabakh. A Giandja, les chefs militaires locaux ont décrit la situation comme étant très tendue, en signalant que les forces azéries n'avaient plus la situation en main dans l'ensemble du district de Kelbadjar. Ils s'attendaient à de nouvelles avances de l'adversaire. Les autorités civiles de Giandja ont souligné que les combats qui s'étaient déroulés à Kelbadjar avaient déplacé de 40 à 50 000 résidents. Nombre de ceux-ci s'étaient enfuis vers Dachkesan et Giandja en traversant des cols enneigés. A Giandja, leur état apparaissait extrêmement grave. Beaucoup avaient marché dans la neige pendant deux ou trois jours et souffraient d'épuisement extrême et de gelures. Les autorités locales de la région semblaient dépassées par cette situation d'urgence humanitaire. La plupart des personnes déplacées dans le district de Giandja dormaient en plein air. Le nombre estimatif des civils qui étaient restés dans le district de Kelbadjar variait entre 3 000 et 15 000 personnes.

5. A Fizouli, la mission a rencontré le Président du Parlement azéri, M. Isa Gambar, qui a déclaré que les forces arméniennes étaient en train d'envahir le territoire azéri et tentaient d'occuper la ville. Une attaque militaire paraissait s'y dérouler et on entendait des échanges de tirs d'artillerie.

6. Durant sa deuxième mission sur le terrain, les 9 et 10 avril, le représentant des Nations Unies s'est de nouveau rendu à Giandja ainsi que dans les districts de Ter-Ter et de Kazakh. A Kazakh, la mission a été informée que les forces arméniennes avaient occupé sur le territoire de la République d'Arménie des enclaves peuplées d'Azéris. Le chef militaire local a également signalé des tirs sporadiques et des tentatives d'incursion des forces arméniennes. La population civile de la région se plaignait de vols fréquents de bétail par les forces arméniennes. Le deuxième jour, la mission s'est rendue à Koubadly, à Fizouli et à Agdam. A Koubadly, qui se trouve à 2 kilomètres à l'est de la frontière arménienne et au sud-ouest du Haut-Karabakh, la mission a été informée que l'artillerie avait tiré à partir du territoire de la République d'Arménie, ainsi que du couloir de Latchine et du Haut-Karabakh lui-même. Aucun bombardement n'a été observé à Fizouli, mais, selon les responsables locaux, la ville en avait essuyé plus tôt dans la journée et six victimes avaient été dénombrées. La situation à Fizouli restait tendue. A Agdam, à l'est du Haut-Karabakh, la mission a été informée que des tirs nourris n'avaient cessé de se produire en provenance du Haut-Karabakh.

SITUATION AU SOL EN ARMENIE

7. Lors de sa première mission sur le terrain, les 9 et 10 avril, le représentant par intérim des Nations Unies en Arménie s'est rendu dans les provinces méridionales d'Ararat et de Goris. Dans plusieurs villages situés à proximité de la frontière azérie, la mission a pu relever des preuves de destructions considérables causées par des tirs de mortier. Alors qu'elle visitait le village de Korndzorask, un obus de mortier a explosé à une vingtaine de mètres à peine du véhicule des Nations Unies, pourtant clairement identifié. La mission a aussi dû quitter le village de Korndzor quand un char a commencé à ouvrir le feu, apparemment en provenance du territoire azerbaïdjanais. Le 10 avril, la mission est arrivée à la conclusion qu'étant donné la nature très accidentée du terrain, seule une reconnaissance aérienne lui permettrait de procéder à une inspection adéquate de la région frontalière entre l'Arménie et le district azerbaïdjanais de Kelbadjar. Le Gouvernement arménien a été prié de mettre à cette fin un hélicoptère à sa disposition.

8. Au bout d'un certain temps, un hélicoptère a été fourni à la mission le 12 avril et le représentant des Nations Unies a pu procéder à une reconnaissance, à partir de l'espace aérien arménien, de la frontière séparant la République d'Arménie du district azerbaïdjanais de Kelbadjar. Il n'a décelé aucun signe d'hostilités, de mouvements militaires ou d'une présence des forces armées de la République d'Arménie.

SECOURS HUMANITAIRES

9. A la suite des combats au Kelbadjar et du reflux de personnes déplacées de cette région, la mission du HCR à Bakou a immédiatement envoyé une équipe à Giandja et Dachkesan pour évaluer sur place cette soudaine situation d'urgence. Elle a estimé qu'il faudrait prévoir des secours d'urgence (couvertures, tentes aménagées pour l'hiver, sacs de couchage et vivres) pour environ 50 000 personnes déplacées. A Bakou, la mission du HCR s'est entretenue avec de hautes personnalités gouvernementales, notamment le Premier Ministre et le Vice-Premier Ministre de l'Azerbaïdjan, au sujet de la fourniture de secours d'urgence. Le HCR exécute actuellement les plans prévus pour l'envoi de produits alimentaires et pour le transport aérien de fournitures en vue de mettre les personnes déplacées à l'abri des intempéries.

OBSERVATIONS

10. L'intensification des combats dans le Haut-Karabakh et à proximité, en particulier les attaques récentes contre les districts azerbaïdjanais de Kelbadjar et Fizouli, constitue une grave menace pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales dans toute la Transcaucasie. En raison des hostilités, le personnel des Nations Unies n'a pu se rendre dans le district même de Kelbadjar pour déterminer la situation exacte sur le terrain. Il est clair cependant que des combats importants ont eu lieu en divers endroits de l'Azerbaïdjan qui sont extérieurs à l'enclave du Haut-Karabakh. On aurait apparemment fait usage d'armes lourdes, comme des chars T-72, d'hélicoptères

d'assaut Mi-24 et d'avions ultramodernes à voilure fixe, ce qui ne laisse pas d'être inquiétant et semblerait indiquer que les combats ont d'autres participants que les seules forces ethniques locales en présence. Toutefois, les observations des représentants des Nations Unies dans les régions où ils ont pu se rendre ne leur ont pas permis de confirmer la chose.

11. Les combats qui se sont déroulés dans le district de Kelbadjar ont conduit à une situation d'urgence qui crée des obligations d'ordre humanitaire. On estime à 50 000 le nombre de personnes déplacées, chiffre qui vient s'ajouter à celui des réfugiés et personnes déplacées en Azerbaïdjan, ce qui accroît les charges déjà très lourdes à supporter sur le plan humanitaire. En outre, on n'a pas encore trouvé trace de nombreux civils en provenance de Kelbadjar. Il faudrait que les organisations internationales de secours soient immédiatement autorisées à pénétrer sans restrictions aucunes dans cette région pour déterminer quels y sont les besoins d'ordre humanitaire et pour fournir des secours à la population civile.

12. Le conflit relatif au Haut-Karabakh, où s'opposent l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ne peut être résolu que par des moyens pacifiques. J'invite instamment toutes les parties à mettre fin aux combats et à reprendre leur place à la table des négociations dans le cadre du processus de Minsk de la CSCE. L'accord intervenu récemment sur le mandat du déploiement d'un premier groupe d'observateurs de la CSCE est un début encourageant sur la voie d'un règlement pacifique du conflit. Il importe maintenant de progresser rapidement pour arriver à s'entendre sur les autres documents, de manière à permettre le déploiement d'observateurs de la CSCE dans la région. Je demeure prêt, comme je l'ai été tout au long des 12 derniers mois, à appuyer pleinement et activement l'effort que fait la CSCE pour convoquer dès que possible la Conférence de Minsk et je réaffirme que je suis disposé à fournir l'assistance technique nécessaire au déploiement de la mission d'observation de la CSCE.
